Immonde.

Par Ilaria Casillo

Questo testo in italiano.



Ce qui est en train de se passer à Naples dépasse l'anecdote ou la description folklorique. « L'urgence-déchets », loin d'être seulement une urgence, montre certains traits de généralité qui, synchroniquement et diachroniquement, renvoient aux dynamiques du système social à Naples.

La dernière « urgence-déchets » a commencé en décembre 2007 après la fermeture de la décharge de Taverna del Re (dans la province de Caserte) en raison d'une décision judiciaire. À cet événement s'est ajouté l'arrêt des activités de certaines unités de production de cdr (*Combustibile Derivato da Rifiuti*, Combustible Dérivé de Déchets). On n'a alors ouvert aucun nouveau site de stockage et on a préféré remettre en marche la décharge de Taverna del Re, qui s'est trouvée saturée. Tout cela a provoqué une situation d'impasse et de

blocage dans le déjà très faible système de traitement des ordures de Campanie.

En réalité, la crise actuelle vient de très loin, plus précisément de 1994. À cette époque, le gouvernement national, après avoir pris acte de la saturation des décharges[1] et des importantes infiltrations de la Camorra (la Mafia napolitaine) dans le cycle de destruction des déchets, avait déclaré officiellement qu'il y avait une situation d'urgence-déchets en Campanie à laquelle il comptait faire face par la création d'un Commissariat extraordinaire aux déchets. Depuis lors, on a assisté à une sorte de crise chronique à laquelle les pouvoirs locaux et les nombreux Commissaires extraordinaires qui se sont succédé ont répondu de façon désordonnée et incohérente, qui a fait l'objet de plusieurs investigations judiciaires[2].

À l'heure actuelle, comme on l'a souvent vu pendant ces quatorze ans de crise, les ordures napolitaines continuent d'être à la une de l'actualité italienne. Cependant, les analyses semblent incomplètes, notamment en ce qui concerne la façon dont cet événement a été vécu et perçu par la société civile.

Les journalistes, tout comme l'opposition parlementaire, sont beaucoup plus intéressés par la recherche d'un coupable, voire d'un bouc émissaire. Dans les nombreuses chroniques qui s'entassent dans les quotidiens italiens sont apparues, par exemple, des tentatives de naturalisation de l'ordure comme trait distinctif de Naples, et plus généralement de naturalisation du caractère complice et résigné des habitants de cette ville.

> « Naples devrait se rebeller contre elle-même, ce qui est franchement impensable. Tout compte fait, nous pensons que, au moins pour le moment, la criminalité a gagné. Naples a touché le fond. […]

Naples a [quelque chose qui n'existe pas] dans la plupart des villes italiennes : la *plèbe* [au sein d'une] une métropole ancienne, comme Alexandrie, Calcutta ou Bombay, où des foules sans nombre survivent avant de vivre [et] se mettent en marche à la recherche d'une subsistance sans trop savoir où la trouver. […]

> Naples est le lieu où, chacun étant obligé de payer les faveurs octroyées par d'autres, de frapper à de nombreuses portes et de recourir à de multiples protections, tous mènent une vie misérable, lourde d'angoisse et humiliante […].Une complicité générale s'accompagne d'une permissivité totale […]. »

(Giorgio Bocca, « Complicità e rassegnazione, quei vizi antichi della città », *La Repubblica,* 2 novembre 2006).

Une autre approche, différente mais tout aussi naturalisante, est celle d'un « passé qui ne passe jamais ». Ce point de vue, qui a été développé par Gian Antonio Stella dans son article « Da Dickens a De Sade l'incubo della munezza » (*Il Corriere della Sera*, 10 janvier 2008), décrit l'attitude résumée par l'adage « il faut laisser passer la nuit » (en napolitain : « *Addà passà a' nuttata* »), c'est-à-dire attendre que les événements passent et que tout rentre dans l'ordre.

Cependant, pour comprendre, non ce qui « arrive » à la ville en ce moment mais plutôt comment la ville en est arrivée là, il faudrait s'intéresser à un troisième type d'attitude, dont l'affaire de déchets constitue un indicateur. Elle consiste à considérer que « ne pas avoir dit oui suffit à dire non » c'est-à-dire le fait de ne pas se sentir concernés par le politique, comme s'il échappait à tout contrôle et relevait entièrement de la logique de l'échange clientéliste (*scambio*).

On peut penser que cette posture joue un rôle non négligeable dans la société civile napolitaine quand elle se combine, comme c'est le cas aujourd'hui, avec les autres composantes qui caractérisent les rapports sociaux, tels que la présence de la Camorra et l'inefficacité des pouvoirs locaux.

Quand on pense au pire, il faut imaginer le meilleur.

Les commentaires des principaux journaux nationaux ont souvent présenté la situation actuelle comme ce qui pouvait arriver de pire à une ville déjà à genoux à cause de la criminalité, de la Camorra, du manque d'une conscience civique, de la gestion anarchique de son espace.

Face à ce « pire », le seul « meilleur » qu'on pourrait s'imaginer, c'est que cette situation puisse produire des effets tout à fait positifs en déclenchant une réaction de la société napolitaine et en offrant une solution radicale au problème. On pourrait estimer que la crise actuelle, liée à la question des ordures, représente un point de non-retour, un acte propre à secouer vraiment la conscience du peuple napolitain et à l'amener à se rebeller, enfin, contre le pouvoir de la Camorra et contre la gestion inconséquente du territoire par les pouvoirs locaux.

Cependant, si on prend en compte l'activisme des manifestants campaniens (de la Campanie, la région dont Naples est la capitale) pendant ces derniers jours, on s'aperçoit que « l'on n'a pas su imaginer le meilleur ». Loin de là. Certes, nombreux sont les comités et associations qui se sont réunis, les centres sociaux dont les membres sont allés manifester à Pianura[3].

Mais à coté de ce type de réaction, il y avait aussi et surtout celle de la Camorra, bien plus visible. Comme l'ont démontré les enquêtes conduites par les juges napolitains à la suite des manifestations de Pianura, les manifestations qui ont eu lieu ont été manipulées et utilisées par la Camorra. L'incendie des autobus et des camions des pompiers, la disparition de tout enregistrement vidéo concernant les affrontements entre la police et les manifestants à Pianura sont des pratiques de nature criminelle, typiques de la mafia napolitaine. Pour comprendre le rôle de la Camorra dans l'affaire des déchets et ses rapports avec le gouvernement local, il faut regarder de plus près le rôle à part entière qu'elle joue dans l'économie qui fonctionne en relation avec le cycle des déchets.

Comme l'a analysé Roberto Saviano dans son livre *Gomorra* (2006[4]), la phase de destruction des déchets, tout comme celle du stockage, fait l'objet de l'intérêt de la Camorra. Cette dernière est, en fait, le concurrent le plus puissant sur le marché italien du traitement des déchets industriels et toxiques. Elle est en mesure de garantir la destruction des déchets à un prix qui assure 80% d'économie par rapport au prix du marché légal. Bien sûr, cela n'est possible que parce que tout le territoire de la Campanie est utilisé par la Camorra comme la décharge de l'Italie. On a estimé que, dans les zones de traitement des déchets toxiques, on enregistre une augmentation de 21% de la mortalité causée par le

cancer (Étude de l'Istituto Superiore di Sanità)[5]. Ces territoires coïncident avec ceux identifiés et signalés dès 2003 par l'Arpac (l'Agence Régionale pour la Protection environnementale de la Campanie), comme le montre la figure 1.

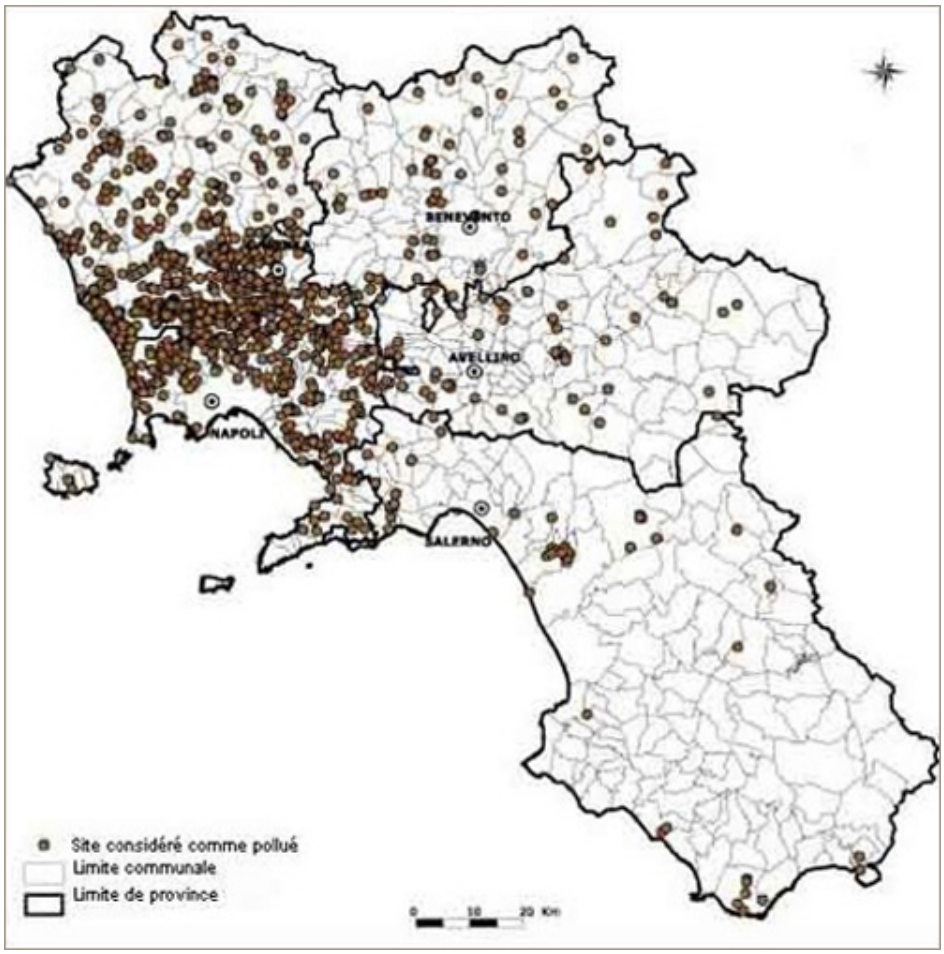


Fig. 1 : Sites de Campanie considérés par l'Arpac comme pollués en 2003 (*Source* : Arpac-Ingegnieria Ambientale, 2003).

Ce qui est le plus frappant, c'est que les clients de la Camorra étaient surtout des entreprises du Nord de l'Italie, de Lombardie et de Vénétie notamment, régions qui ont refusé, dans cette situation d'urgence, d'accueillir les déchets de la Campanie.

De même que la phase de destruction de déchets, les décharges constituent également une ressource à laquelle la Camorra n'a aucune intention de

renoncer. La Région de Campanie, en effet, a un besoin énorme de places où stocker les soi-disant « ecoballe ». Il s'agit de « balles » de déchets transformés en cdr et destinés à être brûlés après avoir été séparés de ceux qui peuvent être utilisés autrement. Or en Campanie, les usines de cdr ont produit des bottes qui ne sont pas aux normes et qui ne peuvent donc pas être brûlées car elles n'ont pas été transformés en cdr. En outre, même si ces balles étaient aux normes, il n'y a aucun incinérateur en Campanie. D'où le besoin de sites où stocker ces bottes qui ne sont que des ordures compactées. C'est là que la Camorra intervient. Elle achète de très grandes surfaces de terrain à un pris très bas et, dès que les sites de stockage qui existent déjà sont saturés, elle revend les terrains pour le stockage, à un prix majoré, aux entreprises auprès desquelles le gouvernement local a sous-traité le traitement des déchets. L'intérêt de la Camorra à alimenter les « urgences » et à intervenir dans les protestations contre l'ouverture des décharges anciennes est donc très clair.

Il se pourrait bien que la Camorra ait le dessus sur le gouvernement dans cette affaire, et c'est pourquoi ce dernier a décidé d'y envoyer l'armée, ce qui, d'ailleurs, n'est pas une nouveauté pour la ville[6]. Ce qui est nouveau, c'est le fait qu'on a du mal à avouer que cette fois aussi l'envoi de l'armée est lié aux infiltrations de la criminalité organisée. La version officielle prétend que l'armée servira à protéger les sites de stockage menacés par les *sit-in* des habitants des quartiers concernés et contribuera à la collecte des déchets. Pourquoi pas ?, sauf qu'en Italie, le corps qui s'occupe de ce genre d'activités est la *Protezione Civile*, chargée d'intervenir en cas de catastrophe naturelle, de tremblement de terre, d'inondations, etc. Cela rassure, au moins, sur le fait que le gouvernement ne considère pas la Camorra comme une menace d'origine « naturelle » mais bien anthropique ! En fait, ce qui explique la présence de l'armée à Naples, c'est l'enracinement de la criminalité dans la gestion des déchets, dans un contexte qui est devenu ingouvernable. La présence de l'armée, loin d'être liée à une quelconque fonction logistique, a une valeur très symbolique puisqu'elle a été envoyée dans la ville à chaque fois qu' il y a eu un affrontement entre l'État et la Camorra.

C'est ici que l'ordure devient une question nationale.

Not in my back yard.

Une des stratégies mises en place par le gouvernement pour faire face à la crise est en effet de faire appel aux vingt régions italiennes afin d'accueillir les ordures napolitaines et de permettre aux citoyens de Campanie de pousser un soupir de soulagement. La réponse des régions n'a pas tardé, mais elle ne va pas dans le sens du pragmatisme gouvernemental. La Lombardie et la Vénétie, par exemple, ont dit non («ce non n'est pas seulement technique mais aussi politique » a déclaré le Gouverneur de la Région Vénétie, Giancarlo Galan). Voilà une façon italienne de décliner le syndrome nimby : *Not in my back yard.* On ne fait pas rentrer par la fenêtre ce qu'on a fait sortir, même à petit prix, par la porte. Les autres régions se sont également montrées si réticentes à l'appel du gouvernement que si, au début, Romano Prodi avait fait appel à la solidarité, c'est la « responsabilité collective » qu'il a dû invoquer par la suite.

À ce stade, il devient utile de préciser les termes de la question. La ville de Naples produit environ 1 400 tonnes de déchets par jour (la Campanie en produit environ 7 500) avec un taux de tri des ordures ménagères de 8%. Au 15 janvier 2008, on estimait que, dans les rues de Naples gisaient plus de 7 000 tonnes et dans toute la Campanie plus de 130 000 tonnes. Or, la solution de l'appel aux régions n'est qu'un palliatif, étant donné qu'elles ne peuvent absorber qu'une quantité très réduite de déchets. C'est pourquoi il faudrait relativiser l'ampleur que les medias et les régions elles-mêmes donnent à cette option. Ce qui fait du faux problème de la disponibilité des régions un vrai problème, c'est sa politisation au niveau national dans un contexte où le gouvernement est très fragile et où l'opposition se tient en embuscade.

À l'inverse, on aurait du mal à trouver du politique dans le refus des citoyens des quartiers concernés par l'ouverture de décharges en Campanie. Même les Campaniens, au fond, ne veulent plus entendre parler de leurs ordures. Les protestations montent de jour en jour et elles se répandent sur tous les sites concernés par une éventuelle ouverture de nouvelles décharges. Non seulement la décharge de Pianura, au cœur des dernières manifestations, mais tout site proposé par le gouvernement fait l'objet de contestations, accompagnées de *sit-in* permanents. Cela donne l'impression, à première vue, que la société civile

campanienne est en train de s'organiser et de prendre en main la gestion de son territoire. Cependant, si l'on y regarde de plus près, on se rend compte que les protestations actuelles ne sont guère liées à la revendication d'une territorialité participative. Pour la plupart, les groupes de manifestants se sont formés de façon spontanée et impromptue sans projet précis mais toujours autour d'une urgence. D'ailleurs, leur façon de gérer le conflit environnemental les rassemble seulement, le plus souvent, sur les lieux concernés et rarement dans les sphères de la négociation. La façon de protester des citoyens concernés, même si elle représente l'expression d'un refus, ne signifie pas que s'élabore une véritable stratégie pour faire des propositions alternatives et pour participer à la gestion du territoire. Aucune manifestation faisant appel à toute la population de la région n'a été organisée. Les rassemblements qui ont eu lieu se sont déroulés sur les terrains où les décharges doivent s'installer ou rouvrir, mais jamais à Naples, où se situe la représentation institutionnelle du pouvoir (et donc aussi de l'administration) locale et nationale.

Il me vient à l'esprit le travail du géographe italien Angelo Turco, qui a beaucoup étudié les conflits environnementaux. Dans son ouvrage[7], il réhabilite la pertinence sociale de ceux qui manifestent contre les décharges en s'opposant aux savants et aux universitaires qui considèrent ces groupes comme marginaux. Selon Turco, la déqualification de ces groupes vise à restreindre la question du *risk assessment* aux élites technocratiques[8]. Le conflit environnemental est, selon son analyse, un système de relations à structure réticulaire où trois types de rationalité interviennent et peuvent s'articuler pour aboutir à une gestion participative du territoire : les rationalités subjective, contextuelle et systémique. Peut-on dire que les manifestants napolitains correspondent à la composante subjective ? Ce n'est pas si simple. Dans le cas de la Campanie, la société civile, en tant que sujet, apparaît porteuse d'une rationalité subjective très particulière. En effet, les pratiques quotidiennes des Napolitains en matière de déchets sont difficilement compatibles avec une conscience écologique. Si, par ailleurs, on lit les déclarations des chefs des manifestants ou leurs listes de revendications, il n'est pas difficile de constater que leur protestation, même si elle est l'expression d'un refus et même si elle est justifiée, se fonde surtout sur la peur. Tout se réduit le plus souvent à la formule : « La terre est à nous et vous n'y touchez pas ». Ce qui l'emporte, ici, ce serait

plutôt le conservatisme fondé sur le communautarisme, donc pré-politique. On peut comprendre ce type de rationalité défensive, et la pertinence sociale des mobilisations contre les décharges est bien réelle. Cependant, dans ce contexte, la dimension contextuelle, ancrée dans la politique institutionnelle, ne peut pas s'articuler aux mouvements spontanés, ce qui rend impossible l'émergence d'une dimension systémique qui intègrerait les deux composantes.

Ce qui « arrive » à la ville ?

Ce qui arrive à la ville n'est ni une implosion ni une dérive. Les rues envahies par les ordures offrent le paysage allégorique de ce que l'anthropologue Marcel Mauss aurait appelé « un fait social total »9, c'est-à-dire capable de fournir une explication globale de la réalité dans ses différentes composantes dynamiques.

Peut-être que ce sont ces composantes et leur rôle qu'on oublie dans la lecture de ce qui « arrive à la ville ». Le simple phénomène de la chronique « urgence-déchets » est révélateur de la manière dont la société napolitaine est structurée par ses membres. Le fait social total napolitain peut être pris comme un point de départ pour démonter les différents niveaux d'organisation sociale. On comprend alors mieux comment et pourquoi la société civile a à voir avec ce fait social chaque fois qu'elle ne fait pas le tri des ordures ménagères ; chaque fois qu'elle ne proteste pas contre la Camorra et qu'elle ne crie pas son non. Elle est encore attachée aux logiques du clientélisme et aux figures charismatiques, dont on attend, tel le messie, qu'elles résolvent les problèmes urbains. Il suffit de se souvenir des tombereaux d'ouvrages qui ont célébré la « Renaissance napolitaine »10 sous le mandat de Antonio Bassolino (maire de Naples durant deux mandatures, de 1993 à 2000)11, et de la manière dont la population l'aimait et croyait en lui. Mais c'est justement là que s'est arrêté, pour l'essentiel, l'engagement politique des Napolitains. Les gouvernements national et local ont eux aussi à voir avec ce fait social à chaque fois qu'ils échouent à produire des infrastructures, des services et une mise en sécurité du territoire et à chaque fois qu'ils s'ouvrent aux infiltrations de la criminalité.

La Camorra, quatrième rationalité du modèle proposé par Turco, a à voir avec ce fait social parce que c'est elle qui gère la phase de stockage et de destruction

des déchets et que, plus généralement, elle représente localement la « sous-culture » dominante.

Voilà pourquoi l'immondice à Naples peut être considéré comme un fait social total dans la mesure où il permet de rendre visible le réseau des rapports sociaux, les nœuds qui le composent et les logiques qui font fonctionner la société napolitaine .

Mais pas seulement. *Munnezza* c'est le mot napolitain pour dire immondice. Ce dernier vient du latin *In-mundus*[12]*, in* préfixe privatif et *munditia* qui à son tour vient de *mundus (*adjectif) propre. De façon tautologique, le Monde s'appelle Monde car il n'est pas immonde, car il est propre, réglé, ordonné. Cela explique aussi pourquoi l'adjectif *immonde* est si fort, si radical si insultant.

Si, pour un instant, on considère Naples en tant que monde, l'Immondice en est ces temps-ci la métaphore parfaite. La métaphore de l'absence de toute règle, de toute propreté, de tout ordre. La métaphore d'une autre tautologie : celle de l'Immonde.



Immondo.



Ciò che si sta verificando a Napoli va oltre l'aneddoto o la descrizione del fenomeno folcloristico. "L'emergenza rifiuti", lungi dall'essere solo un'urgenza, mostra alcuni aspetti che, sincronicamente e diacronicamente, descrivono le dinamiche del sistema sociale a Napoli.

L'ultima "emergenza rifiuti" è cominciata nel dicembre 2007 con la chiusura della discarica di Taverna del Re (in provincia di Caserta) a seguito di un provvedimento della magistratura, cui si è aggiunta la sospensione di alcuni impianti di produzione di CDR (Combustibile Derivato da Rifiuti). Contemporaneamente nessun nuovo sito di stoccaggio è stato aperto ma si è preferito rimettere in funzione la discarica di Taverna del Re che si è subito

saturata. Tutto ciò ha provocato una situazione di stallo nel già debole sistema di trattamento dei rifiuti campano.

In realtà, la crisi attuale viene da molto lontano: più precisamente dal 1994. All'epoca il governo nazionale, dopo aver preso atto della saturazione delle discariche[13] e delle rilevanti infiltrazioni della Camorra nello smaltimento dei rifiuti, dichiarò ufficialmente la presenza di una "emergenza rifiuti" in Campania che s'intendeva fronteggiare attraverso la creazione di un Commissariato straordinario per i rifiuti. Da allora si è assistito a una sorta di crisi cronica alla quale i poteri locali e i numerosi commissari che si sono succeduti hanno risposto in modo disordinato e incoerente, tanto da fare oggetto di molteplici inchieste giudiziarie[14].

Attualmente, così come si è visto più volte durante questi quattordici anni di crisi, la spazzatura partenopea continua a essere sulle prime pagine delle cronache italiane. Tuttavia, spesso, si registra la mancanza di una messa a fuoco relativa alla maniera in cui questo avvenimento è vissuto e percepito dalla società civile.

I giornalisti, così come l'opposizione parlamentare, sono molto più interessati alla ricerca della colpa, se non del capro espiatorio. Nelle numerosissime cronache che hanno affollato i quotidiani italiani sono apparsi, inoltre, tentativi di naturalizzazione della spazzatura e della sporcizia come tratti distintivi di Napoli e, più in generale, della naturalizzazione del carattere complice e rassegnato degli abitanti di questa città.

«Napoli dovrebbe ribellarsi contro se stessa e questo francamente è impensabile. In definitiva noi crediamo che almeno per ora la criminalità abbia vinto. Napoli ha toccato il fondo. […]

Napoli ha due cose che a gran parte delle città italiane sono sconosciute: la plebe e la metropoli antica come Alessandria, come Calcutta come Bombay dove un numero sterminato di persone sopravvivono prima di vivere, dove ogni giorno folle enormi si mettono in moto cercando la sopravvivenza senza sapere bene dove trovarla. […]

> Napoli è il luogo in cui dovendo ognuno pagare i favori concessi dagli altri, dovendo bussare a tante porte, ricorrere a tante protezioni, tutti fanno una vita grama, carica di ansia, umiliante […]. Una complicità generale si è accompagnata alla generale permissività […].»

(Giorgio Bocca, «Complicità e rassegnazione, quei vizi antichi della città», *La Repubblica*, 2 novembre 2006)

Un altro approccio, diverso ma con le stesse pretese di naturalizzazione, è quello che ha denunciato “un passato che non passa mai”. È il caso dell’articolo firmato da Gian Antonio Stella « Da Dickens a De Sade l’incubo della munezza » (Il Corriere della Sera, 10 gennaio 2008) che analizza l’attitudine riassunta nel detto “Ha da passà ‘a nuttata” (lasciar passare la nottata), cioè attendere che tutto passi e ogni cosa torni da sola al suo posto.

Tuttavia, per capire non tanto ciò che sta “capitando” alla città, quanto piuttosto come la città è arrivata a questo punto, bisognerebbe forse guardare ad un altro tipo di attitudine di cui la questione dei rifiuti costituisce un indicatore. Essa consiste nel ritenere che “non aver detto sì è sufficiente a dire no”, cioè nel considerarsi non riguardati dalla politica, come se essa fuggisse ad ogni controllo essendo ancora interamente gestita dalla logica dello scambio.

È piuttosto quest’ultima attitudine a giocare un ruolo niente affatto trascurabile nella società civile napoletana, in particolare quando essa si abbina – come accade in questi giorni – con altre componenti che caratterizzano i rapporti sociali, quali la presenza della Camorra e l’inefficienza dei poteri locali.

Quando si pensa al peggio, bisogna immaginare il meglio.

Gli editoriali dei principali quotidiani nazionali hanno spesso presentato la situazione attuale come ciò che di peggio poteva capitare ad una città già messa in ginocchio dalla criminalità, dalla Camorra, dalla mancanza di senso civico, dalla gestione anarchica dei suoi luoghi. Di fronte a questo “peggio”, il “meglio” che si potrebbe immaginare è che questa situazione produca degli effetti postivi

e scateni una reazione della società napoletana offrendo così una soluzione radicale al problema. Si potrebbe pensare che la crisi attuale, legata alla questione dei rifiuti, rappresenti il punto di non ritorno, un fatto in grado di scuotere le coscienze dei Napoletani e di condurli a ribellarsi al potere della Camorra e alla gestione scellerata del territorio da parte dei poteri locali.

Ciò nonostante, se si prende in considerazione l'attivismo dei manifestanti campani in questi ultimi giorni, ci si rende conto che "non si è saputo immaginare il meglio". Tutt'altro. Certo, in questi giorni si sono formati comitati, si sono riunite associazioni di settore e centri sociali, andando a manifestare a Pianura.

Ma questi tipi di reazione sono stati affiancati dalla presenza della Camorra, ben più visibile. Come hanno dimostrato le inchieste condotte dalla magistratura napoletana in seguito alle manifestazioni di Pianura, queste ultime sono state manipolate e usate dalla Camorra. Gli incendi di autobus e camion dei pompieri, la distruzione di ogni video relativo agli scontri tra manifestanti e polizia, fanno parte di pratiche di natura criminale poco distanti da quelle della mafia napoletana. Per comprendere il ruolo della Camorra nella questione dei rifiuti e i suoi rapporti con il governo locale, bisogna analizzare il ruolo di primo piano che essa svolge nell'economia legata al ciclo dei rifiuti.

Come ha dettagliatamente mostrato Roberto Saviano nel suo libro *Gomorra* (2006)15, la Camorra si presenta come il concorrente più competitivo e potente sul mercato italiano del trattamento dei rifiuti tossici e industriali. Essa è stata in grado di garantire lo smaltimento di questo tipo di rifiuti ad un prezzo che assicurava l'80% di risparmio rispetto a quello del mercato legale. Ovviamente, tutto questo è stato possibile a causa del fatto che tutto il territorio campano è stato usato dalla Camorra come la discarica "a cielo nascosto" d'Italia. Tra i tanti effetti di una tale situazione, uno dei più disarmanti è che, nelle zone di smaltimento dei rifiuti tossici e delle discariche, si è registrato un aumento del 21% della mortalità causata dal cancro (Studio dell'Istituto Superiore della Sanità)16. Queste zone coincidono con quelle identificate e segnalate dall'ARPAC (Agenzia Regionale per la Protezione Ambientale della Campania) già nel 2003, come mostra la Figura 1.

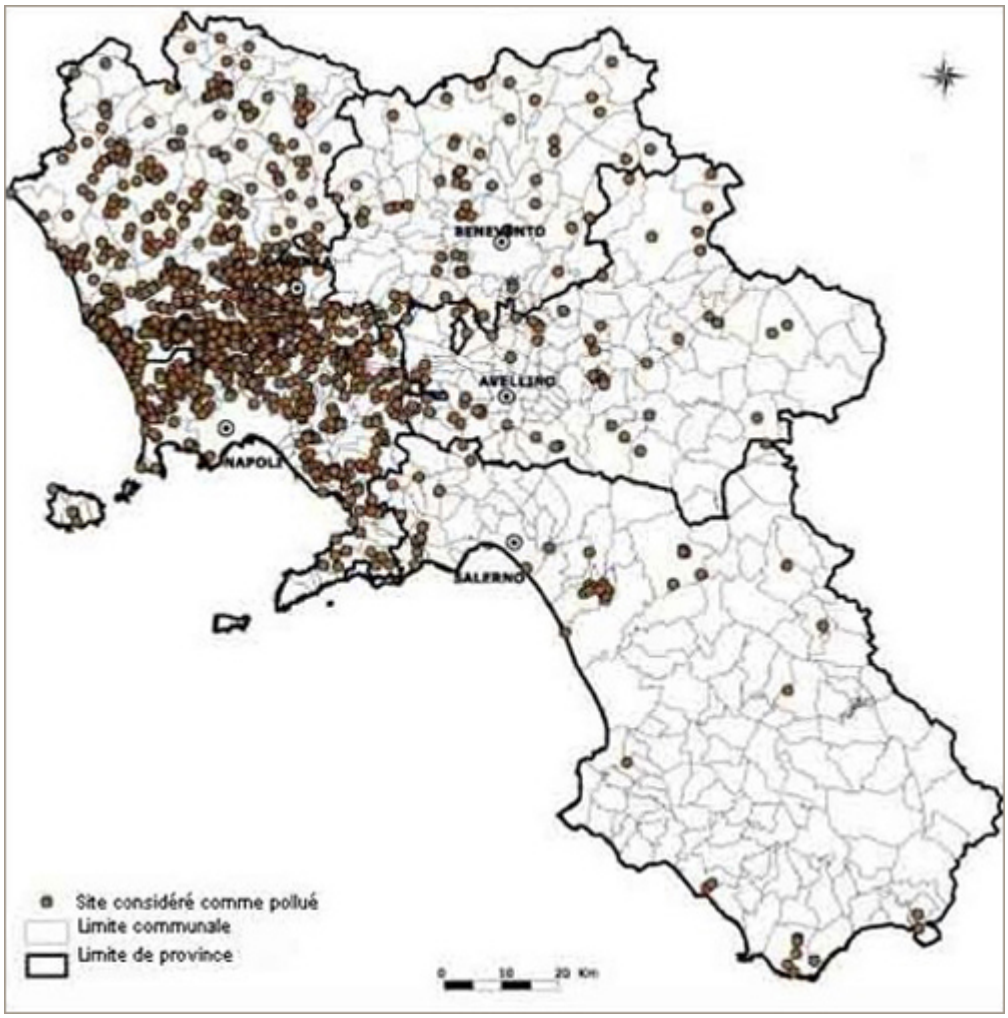


Fig.1: Siti considerati come potenzialmente inquinati dall'ARPAC nel 2003 (*Fonte* : Arpac- Ingegnieria Ambientale, 2003).

Un altro elemento altrettanto sconcertante è che la maggior parte dei clienti della Camorra sono soprattutto le imprese del Nord Italia, ad esempio, della Lombardia e del Veneto, due regioni che, in questi giorni di emergenza, hanno rifiutato di accogliere i rifiuti provenienti dalla Campania.

Così come la fase di distruzione dei rifiuti, anche le discariche costituiscono una risorsa alla quale la Camorra non ha alcuna intenzione di rinunciare. La regione Campania, in effetti, ha un bisogno enorme di spazi sui quali stoccare le cosiddette "ecoballe". Si tratta, teoricamente, di balle di rifiuti trasformati in CDR e destinate ad essere bruciate dopo essere state differenziate. In Campania, però, impianti di CDR hanno prodotto delle balle non a norma e che quindi non possono essere bruciate in quanto non trasformate in vero CDR. Inoltre, anche

se queste balle fossero state a norma, in Campania non esiste alcun inceneritore nel quale bruciarle. Da qui il bisogno di siti in cui stoccare queste balle che non sono altro che spazzatura compattata. È qui che si inserisce la Camorra. Essa compra grandi superfici di terreno a un prezzo molto basso per poi rivenderle, in situazioni di emergenza e quando le discariche sono sature, a un prezzo maggiorato alle imprese alle quali il governo locale ha subappaltato il trattamento dei rifiuti. L'interesse della Camorra ad alimentare le emergenze o ad intervenire – come è accaduto a Pianura – nelle proteste contro la riapertura della discarica è dunque evidente.

La Camorra, in effetti, rischia di avere la meglio sul governo nella questione rifiuti, non è un caso, dunque, che quest'ultimo ha deciso di inviare l'esercito a Napoli, iniziativa non inedita per la città17. Ciò che, invece, è inedito è la difficoltà ad ammettere che anche questa volta l'invio dell'esercito è legato alle infiltrazioni camorristiche. La versione ufficiale, al contrario, è che la presenza dell'esercito servirebbe a proteggere i siti di stoccaggio e le discariche dalle proteste degli abitanti dei luoghi interessati, e a coadiuvare nella raccolta dei rifiuti. Bene! Se non fosse per il fatto che in Italia il corpo che si occupa di questo tipo di attività è la Protezione Civile, incaricata di intervenire in caso di catastrofi, di terremoti, inondazioni, ecc. Questo rassicura almeno sul fatto che il governo non consideri la Camorra come una minaccia di tipo naturale ma antropica. In effetti, ciò che spiega la presenza dell'esercito a Napoli è il radicamento della criminalità nella gestione dei rifiuti in un contesto che è ormai diventato ingovernabile. La presenza dell'esercito, lungi dall'essere legata ad una qualche funzione logistica, ha un valore fortemente simbolico dal momento che esso è stato inviato nella città ogni qualvolta che c'è stato uno scontro frontale tra lo Stato e la Camorra.

È così che la spazzatura diventa una questione nazionale.

Not in my back Yard.

Una delle strategie messe in campo dal governo per affrontare l'emergenza è quella di fare appello alle venti regioni italiane affinché possano accogliere i rifiuti e permettere ai campani di tirare un sospiro di sollievo. La risposta delle regioni non ha tardato ma essa non è andata nello stesso senso del pragmatismo

governativo. La Lombardia e il Veneto, ad esempio, hanno detto no, (“questo no non è solo tecnico ma anche politico” ha dichiarato il presidente della Regione Veneto, Galan). Ecco il modo italiano di declinare la Sindrome di NIMBY: *Not in my back yard* (Non nel mio giardino). Non facciamo rientrare dalla finestra quello che abbiamo fatto uscire, anche se a buon mercato, dalla porta. Le altre regioni si sono mostrate reticenti all’appello del governo, al punto tale che se in una prima fase Romano Prodi faceva appello alla solidarietà, in seguito ha dovuto invocare la “responsabilità collettiva”.

A questo punto è utile chiarire i termini della questione. La città di Napoli produce circa 1.440 tonnellate/die di rifiuti (la Campania ne produce 7.500/die) con un tasso di raccolta differenziata dell’8%. Al 15 gennaio 2008, si stimava che nelle strade di Napoli giacevano più di 7000 tonnellate di rifiuti e 130 000 in tutta la Campania. Di fronte a questi numeri, appare evidente che l’appello alle regioni non costituisce nemmeno un palliativo, visto che esse possono assorbire solo una quantità minima di rifiuti. Per questo motivo bisognerebbe relativizzare la risonanza che i media e le stesse regioni, attribuiscono alla questione. Ciò che rende il falso-problema problema della disponibilità delle regioni un vero problema è la politicizzazione che se ne fa a livello nazionale, in un contesto in cui il governo è sempre più fragile e l’opposizione è in attesa del passo falso.

Al contrario, sarebbe difficile riscontrare lo stesso livello di politicizzazione nel rifiuto opposto dagli abitanti dei quartieri dove sorgono o dovrebbero sorgere le discariche della Campania. Anche i campani, infondo, non vogliono saperne dei loro rifiuti. Non solo la discarica di Pianura, cuore delle recenti manifestazioni, ma ogni sito alternativo proposto dal governo è oggetto di proteste accompagnate da *sit-in* permanenti. Questo, a prima vista potrebbe dare l’impressione che la società civile campana si stia organizzando e stia prendendo in mano la gestione del territorio. Tuttavia, a ben guardare, ci si rende conto che le proteste di questi giorni non sono legate in alcun modo alla rivendicazione di una territorialità partecipata. Nella maggior parte dei casi, i gruppi si sono formati in modo spontaneo e attorno a un’urgenza precisa. Inoltre, il loro modo di gestire il conflitto ambientale si gioca molto spesso sui luoghi interessati, e raramente nei luoghi della negoziazione. Il modo in cui i cittadini hanno protestato, pur rappresentando l’espressione di un rifiuto, non si traduce

nell'elaborazione di una vera strategia per mettere insieme proposte alternative e per partecipare alla gestione del territorio. Nessuna manifestazione di respiro regionale e che abbia fatto appello a tutta la popolazione campana è stata organizzata. Le proteste che hanno avuto luogo si sono svolte nei posti scelti per la riapertura o l'istallazione di nuove discariche, ma mai nella città di Napoli, dove ha sede la rappresentazione istituzionale del potere (e quindi anche dell'amministrazione) locale e nazionale.

A questo proposito, appaino utili le proposte di lettura dei conflitti ambientali del geografo italiano Angelo Turco. Nella sua analisi[18], Turco riabilita la connotazione sociale dei gruppi di protesta, opponendosi a tutti quegli analisti che considerano questi gruppi come marginali. La loro dequalificazione, secondo Turco, mirerebbe a rinviare la questione della gestione del rischio ad un livello più alto e tecnocratico[19]. In particolare, nell'analisi di Turco, il conflitto ambientale è un sistema di relazioni con una struttura reticolare in cui intervengono tre tipi di razionalità che possono articolarsi fino ad arrivare ad una gestione partecipata del territorio: le razionalità di soggetto, di contesto e di sistema. Nel caso del conflitto relativo ai rifiuti campani, potremmo dire che i manifestanti napoletani rappresentano la componente soggettiva? Non è così semplice. Nel caso campano la società civile in quanto soggetto sembra portatrice di una razionalità soggettiva molto particolare. In realtà le pratiche quotidiane di gran parte dei napoletani in tema di rifiuti sono difficilmente compatibili con una coscienza ecologica. Se, inoltre, si prendono in considerazione le dichiarazioni dei manifestanti, così come le loro rivendicazioni, non è difficile costatare che le loro proteste – anche se sono giustificate ed espressione di un rifiuto – si fondano soprattutto sulla paura. Tutto si risolve nella formula: "La terra dove abitiamo non si tocca". Ciò significa che ad essere minacciato sarebbe un conservatorismo su base comunitaria e quindi prepolitica. Questo tipo di razionalità difensiva è comprensibile, tanto più che le mobilitazioni contro le discariche hanno una reale pertinenza sociale. Tuttavia in questa situazione, la dimensione contestuale – rappresentata dalla politica istituzionale – non riesce ad articolarsi alle mobilitazioni spontanee, rendendo impossibile l'emergenza di una dimensione sistemica in grado di integrare le due componenti.

Quello che “capita” alla città?

Quello che sta capitando alla città non è né un’implosione né una deriva. Le strade invase dalla spazzatura si presentano come il paesaggio allegorico di ciò che l’antropologo Marcel Mauss chiamava un “fatto sociale totale”20, cioè in grado di fornire una spiegazione globale della realtà nelle sue differenti componenti dinamiche.

Forse sono proprio queste componenti e il loro ruolo, ciò di cui ci si dimentica nella lettura di quello che “capita” alla città. Il singolo fenomeno della cronica “emergenza rifiuti” è rivelatore del modo in cui la società napoletana è strutturata. Il fatto sociale totale napoletano può essere preso come punto di partenza per mostrare i differenti livelli di organizzazione sociale. Si comprende meglio, allora, come la società c’entra con questo fatto sociale ogni volta che non differenzia i rifiuti; ogni volta che non protesta contro la Camorra e non è in grado di gridare il suo No. Essa è ancora attaccata alle logiche dello scambio e a figure carismatiche che, come il messia, risolvano i problemi urbani. Basti pensare a quanta letteratura ha celebrato il “Rinascimento napoletano”21 sotto il mandato di Bassolino (sindaco di Napoli per due volte, dal 1993 al 2000)22 nonché al modo in cui la popolazione lo amava e credeva in lui. Ma era esattamente lì che si fermava l’impegno politico della maggior parte dei Napoletani.



Il governo nazionale e locale c'entrano in questo fatto sociale ogni qualvolta non provvedono alle infrastrutture, ai servizi e alla messa in sicurezza del territorio. La Camorra, quarta razionalità del modello proposto da Turco, c'entra visto che gestisce la fase di stoccaggio e di smaltimento e soprattutto visto che essa, più in generale, rappresenta ormai la subcultura dominante.

Dunque, l'immondizia a Napoli può essere considerata un fatto sociale totale nella misura in cui esso permette di rendere visibile la rete dei rapporti sociali, i nodi che li compongono e le logiche di funzionamento della società napoletana.

Ma non solamente. *Munnezza* è la parola napoletana che traduce il termine immondizia. Quest'ultimo viene dal latino *In-Mundus*[23], *in* prefisso privativo e *Munditia* che a sua volta viene dall'aggettivo latino *mundus*, pulito. Tautologicamente, il Mondo si chiamerebbe Mondo poiché non è immondo ma poiché è pulito, ordinato e regolato. Ciò spiega anche perché l'aggettivo immondo ha una connotazione così negativa, forte, offensiva.

Se per un momento, si considera Napoli come un mondo, l'Immondo sarebbe, in questi giorni,la sua metafora perfetta. La metafora dell'assenza di pulizia, di qualsiasi regola, di ogni ordine. La metafora di un'altra tautologia: quella

dell'Immondo.

Crédits photographiques :

Photo 1 : « Barricade».

Photo 2 : « Welcome».

Photo 3 : « To be continued ».

Photo 4 : « Rifiuti sommersi ».

© Ilaria Casillo, Sangiorgio a Cremano, Naples, décembre 2007.

Résumé

Ce qui est en train de se passer à Naples dépasse l'anecdote ou la description folklorique. « L'urgence-déchets », loin d'être seulement une urgence, montre certains traits de généralité qui, synchroniquement et diachroniquement, renvoient aux dynamiques du système social à Naples.La dernière « urgence-déchets » a commencé en décembre 2007 après la fermeture de la ...

Notes

1 Le Plan mis au point en 1993 pour gérer le cycle de déchets n'avait pas marché vu qu'on n'avait pas entamé la campagne d'information pour le tri des ordures ménagères.
2 La dernière enquête est commencée en juin 2007. Elle concerne à la fois les entreprises chargées de la gestion du cycle des déchets et les Commissaires extraordinaires, donc une institution politique et gouvernementale.
3 La décharge de Pianura a été ouverte en 1889 et fermée en 1996. Elle a accueilli des déchets toxiques, c'est pourquoi elle aurait dû être soumise à bonification, ce qui ne s'est jamais produit jusqu'à l'heure actuelle où le gouvernement national a proposé de la rouvrir. Cette décision a fait l'objet de protestations conduites par les habitants de ce quartier de Naples.
4 Roberto Saviano, *Gomorra. Viaggio nell'impero economico e nel sogno di dominio della camorra*, Milano, Mondadori, 2006 (Éd. française : Roberto

Saviano, *Gomorra,* (traduit de l'italien par Vincent Raynaud), Paris, Gallimard, 2007).

5 C'est juste la donnée la plus frappante mais on aussi pourrait retenir, parmi les nombreux cas dénoncés par Saviano dans son ouvrage, celui de la *mozzarella di bufala*, un produit-clé de la filière de l'agro-alimentaire de cette région, qui s'est révélée contaminée ou bien les infiltrations toxiques dans la nappe phréatique à Marigliano.

6 Le gouvernement a décidé d'envoyer l'armée à Naples en 2003 et en 2006 pour faire face à la montée de violence perpétrée par la Camorra.

7 Pierpaolo Faggi, Angelo Turco (dir.), *Conflitti ambientali : genesi, sviluppo, gestione*, Milano, Unicopli, 2001.

8Ce qu'on a fait, par exemple, avec l'institution d'un « Commissaire extraordinaire aux déchets ». Ce rôle a été assumé par Antonio Bassolino entre 2000 et 2004. Cet organe a dépensé 4 millions d'euros pour monter un *call center* pour l'environnement et plus de 6,8 millions d'euros en consultances et expertises.

9 Le concept de fait total social a été proposé par Mauss dans son texte *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques.*

10 *Verso un rinascimento napoletano. Spunti per una discussione sulla città*, Napoli, Liguori, 1996.

11 Antonio Bassolino a été élu maire de Naples en décembre 1993 avec 55,6% des voix. En 1997, il est réélu avec 72,9% des voix.

12 Michele Cortellazzo, Paolo Zolli (dir.), *Dizionario etimologico della lingua italiana*, Bologna, Zanichelli, 2004.

13 Il Piano messo a punto nel 1993 per gestire il ciclo di rifiuti non aveva funzionato anche perché non era stata avviata la campagna informativa per la raccolta differenziata.

14 La discarica di Pianura è stata aperta nel 1989 e chiusa nel 1996. Essa ha accolto rifiuti tossici e per questo avrebbe dovuto essere sottoposta a bonifica. Ciò non si è mai verificato finora, anzi il governo nazionale ne ha proposta la riapertura. È stata questa decisione a motivare le proposte condotte dagli abitanti di questo quartiere di Napoli.

15 Roberto Saviano, 2006, *Gomorra. Viaggio nell'impero economico e nel sogno di dominio della camorra*, Milano, Mondadori.

16 Questo è solo uno dei dati più sconvolgenti riportati dettagliatamente nel libro di Saviano, ma se ne potrebbero citare anche latri, la contaminazione della Mozarella di Bufala, prodotto chiave della filiera agro-alimentare campana, o le infiltrazioni tossiche nelle falde acquifere a Marigliano.
17 Il governo nazionale decise di inviare l'esercito a Napoli nel 2003 e nel 2006 per far fronte all'escalation di violenza perpetrata dalla Camorra.
18 Foggi P. e Turco A. (a cura di), 2001, *Conflitti ambientali: genesi, sviluppo, gestione*, Milano, UNICOPLI.
19 È quello che è successo,ad esempio, con l'istituzione di un Commissario straordinario ai rifiuti. Questo ruolo è stato ricoperto da Antonio Bassolino tra il 2000 e il 2004, anni durante i quali quest'organo ha speso più di 4 milioni di euro per l'istituzione di un *Call Center* per l'Ambiente e più di 6,8 milioni di euro per Consulenze.
20 Il concetto di « fatto sociale totale » fu enunciato da Marcel Mauss nel suo testo *Saggio sul dono.* Mauss M., 2002, *Saggio sul dono. Forma e motivo dello scambio nelle società arcaiche,*Torino, Einaudi *(*Ed. Originale 1909- *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques).*
21 A questo proposito basti citare A.A. V.V., 1996, *Verso un rinascimento napoletano. Spunti per una discussione sulla città*, Napoli, Liguori.
22 Antonio Bassolino è stato eletto sindaco di Napoli nel dicembre 1993 con il 55,6% dei voti e rieletto nel 1997 con il72,9% dei voti.
23 Michele Cortellazzo, Paolo Zolli (dir.), *Dizionario etimologico della lingua italiana*, Bologna, Zanichelli, 2004.

Bibliographie

Anpa, Osservatorio nazionale sui rifiuti, 2006, *Rapporto annuale sulla gestione dei rifiuti. Il sistema integrato di gestione dei rifiuti in Italia : trasformazioni e tendenze*.

Giorgio Bisogno, *Problematiche relative all'espletamento dei servizi di igiene urbana a fronte della situazione di emergenza della regione Campania*, Roma, ISWA, 2004.

Bollettino dell'Assise della città di Napoli e del mezzogiorno d'Italia, *Rifiuti, come uscire dall'Emergenza*, bollettino ottobre-novembre 2007.

– *Il teorema dei rifiuti in Campania,* bollettino del 9 settembre 2007.

– *I predatori dei rifiuti,* bollettino del 17 giugno 2007.

– *Gestione rifiuti. La strumentalizzazione dell'emergenza*, Bollettino del 20 maggio 2007.

– *L'inganno dei termovalorizzatori*, bollettino 21 febbraio 2007.

– *Napoli è perduta* ? Bollettino del 11 febbraio 2007.

– *Allarme ambientale e sanitario*, bollettino del 14 gennaio 2007.

Francesco D'Alfonso, Marino À., *I servizi a rete. Il caso dei rifiuti in Campania. Le problematiche economiche-gestionali tecnologiche, organizzative e fiscali*, Napoli, Komunica, 2006.

Mauro Demarco, *L' altra metà della storia. Spunti e riflessioni su Napoli da Lauro a Sassolino, Napoli*, Guida, 2007.

Fabrizio Geremiccia, *Quando la differenziata si imballa*, Arpa Campania Ambiente, n. 4 giugno- luglio 2007, Napoli.

Nicola-Giovanni Grillo, *Rifiuti SpA fra ecomafia e mafia delle autorizzazioni* ,Roma, Edizioni Geva, 2007.

Alessandro Iacuelli, *Le vie infinite dei rifiuti. Il sistema campano*, Editore Lulu.com, 2007.

Maurizio Montalto (a cura di), *La guerra dei rifiuti. Da Korogocho a Napoli*, Roma, Edizioni Al egre, 2007.

Nomos, Legambiente, Gepec-Ec, *Il traffico illecito dei rifiuti in Italia* (Gruppo Abele), 2003.

Osservatorio Ambiente e Legalità, Rapporto ecomafia 2007. I numeri e le storie della criminalità ambientale, Bologna, Edizioni Ambiente, 2007.